

Ces Azuréens partis

Loin des regards, le Liban est en train de s'enfoncer dans une des pires crises économiques au monde. L'association antiboise L Blanches, qui se démène pour aider ce peuple en détresse, s'est envolée pour un périple humanitaire. Pendant trois jours, nous les avons suivis.

Dans *Le petit prince*, il y a l'allumeur de réverbères. Au Liban, il y a Claude El Hage : celui qui injecte un peu de lumière dans un pays qui sombre. Installé à Antibes, c'est en 1990, deux mois avant la fin de la guerre civile, qu'il arrive en France. Son cœur, en revanche, n'est jamais parti. Dans ce territoire qui, en l'espace de quelques années, est passé du statut de « Suisse du Moyen-Orient » à celui d'État en faillite, en proie à l'une des pires crises économiques depuis 1850, selon la Banque mondiale.

80 % des Libanais sous le seuil de pauvreté

Après des années de mauvaise gestion, d'absence de réformes, de corruption, et avec une dette publique à 150 % du PIB en 2019, le système financier s'est écroulé. La livre libanaise a perdu 90 % de sa valeur par rapport au dollar, faisant chuter les salaires jusqu'à 30 euros par mois. Les banques, paralysées, refusent aux Libanais l'accès à leur épargne. Aujourd'hui, 80 % de la population vit sous le seuil de pau-

vreté. La crise touche même l'électricité : l'opérateur public n'est plus en mesure de fournir du courant plus de trois heures par jour. Encore fragilisé par l'explosion sur le port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a fait 200 morts et 300 000 sans-abri, le pays n'a même plus de Président depuis octobre dernier : les différentes communautés religieuses et leurs partis ne parviennent pas à organiser de nouvelles élections. Bref : la crise est totale.

Une aide qui commence au marché de la Garoupe

Dans la cité des Remparts, impossible pour Claude El Hage de rester les bras croisés. En 2021, avec son amie libanaise Eliane Maalouf et le boulanger antiboise Jean-Paul Veziano, il monte l'association L Blanches. Avec l'argent qu'il récolte au marché de la Garoupe chaque troisième dimanche du mois, en vendant des produits libanais, il se démène pour apporter de l'aide humanitaire. Il y a quelques jours, avec une infirmière et un groupe d'étudiants, il s'est envolé avec des vali-

ses remplies de médicaments et de fournitures récoltées sur la Côte d'Azur et à Lyon. Nous l'avons suivi pendant trois jours, en passant par Beyrouth, Byblos ou encore Bouar.

« Je me sens impuissant parce que la tâche est énorme »

Au programme : remplissage des étagères de médicaments dans un dispensaire, rencontre avec les pompiers pour leur donner du matériel et instaurer des visites médicales jusqu'ici inexistantes, distribution de repas pour les plus démunis, création d'un bassin pour apporter l'eau potable à 1 000 villageois... Les besoins sont partout. « Je me sens impuissant parce que la tâche est énorme », souffle-t-il. En suivant ses pas, voici le portrait d'un peuple qui essaye de survivre dans un État fantôme.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
Émilie Moulin
emoulin@nicematin.fr
Photos : Émilie Moulin



Au cours de leur périple humanitaire, Claude El Hage, Eliane Maalouf et les étudiants ont préparé à manger pour cent personnes à Byblos.



Dans ce dispensaire à Bouar, Chantale Maanak reçoit des malades qui n'ont pas les moyens de se soigner à l'hôpital. Grâce aux médicaments et aux lunettes de vue récoltées à Antibes, les étagères se sont remplies, à nouveau.

Dans les dispensaires, les étagères sont vides

« Dans les hôpitaux, on nous demande d'amener nos médicaments pour être soigné : ça montre l'état de la santé publique. » Eliane Maalouf, de l'association L Blanches, a les bras remplis de sacs lorsqu'elle passe la porte du dispensaire à Bouar, une petite ville à 30 kilomètres au nord de Beyrouth. À l'intérieur : vingt-six lunettes de vue et des centaines de produits pharmaceutiques récoltés à Antibes et triés dans la boulangerie de Jean-Paul Veziano quelques jours avant.

De bras en bras. « Marhaba, choukran (bonjour, merci en arabe) », glisse un petit bout de femme qui s'empresse de récupérer ces précieux dons. La détresse de son regard abîme son sourire. Depuis un an, Chantale Maanak tient bénévolement cet établissement ouvert par le prêtre de la ville pour soigner gratuitement la population. Mais soigner avec quoi ? Les étagères de la petite pharmacie, derrière le comptoir, sont vides.

« Nous n'avons plus rien pour les aider »

« Des gens viennent parce que leur enfant est malade, parce qu'ils ont besoin d'un traitement pour leur cancer ou pour leur diabète. C'est très difficile de devoir les renvoyer chez eux parce que

nous n'avons plus rien pour les aider », confie-t-elle. La pénurie est générale, comme en témoigne Eliane : « Ma voisine a besoin d'un traitement pour ses problèmes cardiaques et son cholestérol : ça fait trois semaines qu'elle fait le tour des pharmacies mais qu'elle n'en trouve pas. Elle est sur liste d'attente. » Ici, deux médecins, un dentiste, un ophtalmologue et un pédiatre se relaient bénévolement. « Mais ils ne peuvent venir que deux jours par semaine à cause du prix de l'essence. Et parce que nos stocks sont vides, alors ils sont limités. »

« On crie, on pleure, on tombe dans la dépression »

Si le dispensaire a été ouvert en collaboration avec le ministère de la Santé, Chantale ne reçoit aucune subvention pour faire fonctionner ce lieu, ultime recours pour les plus démunis. Parce qu'une consultation chez le médecin coûte environ 35 euros. Comment faire, quand la plupart des salaires tournent désormais autour de 30 à 100 euros par mois à cause de la dévaluation de la monnaie locale ? Les Libanais subissent de plein fouet un phénomène de déclassement : les foyers qui se situaient dans la tranche moyenne se retrouvent, au-

jourd'hui, dans la pauvreté. Les gens ne se soignent plus.

Comment la situation a-t-elle pu devenir si grave ? Personne ne comprend vraiment. « Tous les jours on crie, on pleure, on tombe dans la dépression », s'émeut Eliane.

À l'image de nombreux Libanais, cette habitante de Byblos a dû abandonner son travail de directrice marketing « parce que le coût pour m'y rendre me revenait plus cher que mon salaire ». Alors, depuis, elle donne tout à l'association L Blanches. Comme s'il ne restait plus que la solidarité.

Pour aider L Blanches

Chaque 3^e dimanche du mois, Claude El Hage vend des produits libanais au marché de la Garoupe à Antibes, de 10 h à 16 h, et chaque 2^e lundi du mois, même lieu, pour la Guinguette de la Garoupe, de 18 h à 23 h. Il est aussi possible de faire un don sur le site internet de l'association : lblanches.com. Pour contacter Claude El Hage : 06.60.04.22.59 ou info@lblanches.com.

au secours du Liban



Infirmière antiboise, Héléne Cayatte a mené les premières visites médicales de la caserne de Beyrouth.

« Nous manquons de tout », confient les pompiers de Beyrouth

« Un soldat ne savait même pas qu'il ne voyait que d'un œil », hallucine Héléne Cayatte, en épluchant ses dossiers. En partant avec L Blanchés, cette infirmière antiboise s'est donné une mission : instaurer des visites médicales à la caserne de Beyrouth et former les infirmières sapeurs pompiers pour pérenniser ces bilans de santé préventifs, une fois par an. Parce que les fonctionnaires de l'État n'échappent pas à la crise : le salaire des soldats du feu est passé de 2 000 à 150 euros, environ. « Alors ces consultations gratuites sont une chance pour ceux qui n'ont plus les moyens de voir un docteur », pointe Elie Rebeiz, médecin et responsable du département de santé à la municipalité de Beyrouth. Avec Héléne, pendant trois jours, ils ont pu ausculter 159 agents, détectant de l'hypertension, des reflux gastriques, des rhumatismes, ou encore du diabète.

Les mêmes équipements depuis 2008

L'association a également fait don de cinq défibrillateurs aux secouristes. « Ça va beaucoup nous aider. Nous manquons de tout », confie le colonel Al Ajouz, responsable de la caserne. Qui ajoute : « Nos véhicules datent de 1990. Il faut tout le temps les réparer, ça coûte cher. Les gants, les bottes, les tenues, tout est usé. » Et pour cause : les équipements n'ont pas été renouvelés depuis 2008. De même que pour le sauvetage en mer : la caserne ne peut compter que sur deux jet-skis vieillissants, donnés par une entreprise, et un zodiac, grâce à L Blanchés. « Nos soldats n'ont pas le sentiment de peur. Ils portent secours coûte que coûte », assure le commandant. C'est d'ailleurs comme cela que dix pompiers ont perdu la vie dans l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020.



Gants de protection thermique, défibrillateurs... Les soldats du feu de la caserne de Beyrouth ont accueilli à bras ouverts ces nouveaux dons.

Une blessure toujours à vif

Depêches sur place pour éteindre un feu, ils ignoraient que 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées sur le site, provoqueraient, quelques minutes après leur arrivée, une déflagration ressentie à des kilomètres à la ronde - l'une des plus grandes explosions non nucléaires jamais enregistrées. La population et des enquêteurs indépendants tiennent le gouvernement pour responsable de cette catastrophe, pointant de la négligence, de la corruption et du trafic d'armes - le nitrate d'ammonium peut servir à la fabrication d'explosifs. Encore trop marqué, le Lieutenant Michel El Murr, venu se former auprès des pompiers d'Antibes en juin 2022, se souvient : « J'ai passé dix-huit jours, sans manger, à chercher nos collègues. Nous n'avons re-

trouvé que des parties de corps. » Sur les murs de la caserne, le portrait de ces héros ravive tous les jours une blessure encore à vif. Comme le paysage de désolation sur le port, où nous avons pu pénétrer. « C'est comme si rien n'avait été nettoyé. Comme si c'était hier », souffle Claude El Hage, en slalomant entre les montagnes de gravats que le souffle de l'explosion a générées. Il se gare au poste des pompiers, qui se résume en trois préfabriqués de fortune, faits de palettes en bois. Le président de l'association n'en revient pas : « Regardez ces conditions, comment peuvent-ils subvenir aux besoins de la population en cas de catastrophe ? » Et comment garder les troupes motivées ? Le lieutenant El Murr ne réfléchit même pas : « Le peuple libanais est comme un membre de ma famille. On m'a déjà proposé des postes en France, mais c'est une histoire de cœur. »

Faire venir l'eau potable aux villageois de Ktaleb

Jour 3. La petite équipe de bénévoles qui traverse le pays marque un arrêt à Ktaleb. « C'est le village de ma famille », sourit Claude El Hage, président de L Blanchés. Des orangers, des citronniers, des figuiers... La nature, dans les jardins, est riche. Mais la richesse s'arrête au pas de la porte : dans les robinets des maisons, l'eau n'est pas potable. Sur chaque toit, des bacs de récupération d'eau de pluie. Comme dans les quatre autres hameaux alentour. Alors qu'une source potable coule, à 500 mètres en contrebas ! « Depuis 50 ans, rien n'est fait

pour acheminer cette eau dans le village. Alors la population - 1 000 personnes - descend à la source à pied pour la récupérer dans des bidons. Sinon, il y a les bouteilles... Mais c'est cher », glisse Elias El Hage, maire et cousin de Claude. Il ajoute : « Comme nous sommes dans une région reculée par rapport à Beyrouth, l'État ne nous considère pas comme prioritaires. Alors j'ai beau réclamer, rien ne se passe. »

Un projet à 15 000 euros

Pas « prioritaires » mais essentiels : en effet, juste en dessous du village, une centrale hydro-

lique fournit l'électricité pour l'aéroport et le palais présidentiel. « Juste pour ça, on pourrait bénéficier d'un avantage ou d'une attention particulière, mais... » S'il ne peut pas compter sur son État, Elias a la chance d'avoir Claude et son équipe d'étudiants qui, dans le cadre de leur diplôme en commerce à l'EM Lyon, aident l'association pour amener l'eau au village. « On veut pomper l'eau pour la faire venir dans deux citernes mais il nous manque les fonds, pour l'instant : 15 000 euros pour acheter tout ce qu'il faut », résume Claude.



Elias El Hage, le maire, montre l'église du village où l'association souhaite installer une citerne avec l'eau potable de la source en contrebas.